Conditions d'utilisation : formation et incorporation

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Click-wrap, browse-wrap et connaissance des conditions

Le client qui coche une case « I agree to the Terms » à l'ouverture d'un compte a accepté ces conditions selon les principes ordinaires de l'offre et de l'acceptation. L'Electronic Transactions Act 2010 confirme qu'un contrat n'est pas privé de validité ou de force exécutoire au seul motif qu'une communication électronique a servi à sa formation. Une offre ou une acceptation peut être exprimée par communication électronique.[1] La difficulté tient aux conditions que la plateforme introduit ultérieurement ou ailleurs. C'est précisément sur ce point que la thèse de Quoine a échoué. Quoine invoquait une « Aberrant Value Clause » figurant dans une Risk Disclosure Statement publiée sur son site après la conclusion du contrat de négociation. La Court of Appeal a jugé que la clause n'avait pas été incorporée au contrat, faute pour B2C2 d'en avoir eu connaissance. Même incorporée, la clause ne visait selon ses propres termes que des valeurs non voulues par l'utilisateur.[2] La plateforme s'était en revanche engagée par une « Irreversible Action Clause » selon laquelle une opération exécutée était définitive. L'annulation unilatérale des opérations constituait donc une violation du contrat.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La leçon pour les plateformes est que les avertissements sur les risques et les règles de fonctionnement publiés sur un site ne lient pas les clients existants, sauf si les conditions du compte les incorporent par renvoi. La plateforme doit aussi pouvoir prouver que le client a eu raisonnablement connaissance du document et de ses modifications. La leçon pour les clients est que la version des conditions acceptée lors de l'entrée en relation régit le rapport jusqu'à ce qu'une modification soit valablement intervenue. La plupart des plateformes prévoient désormais une clause de modification selon laquelle la poursuite de l'utilisation après notification d'un changement vaut acceptation. Les juridictions singapouriennes donnent effet à de telles clauses, mais une modification onéreuse ou inhabituelle doit être loyalement portée à l'attention du client. Une clause insérée après un piratage, qui plafonnerait rétroactivement la responsabilité de la plateforme ou déclarerait que les actifs ne sont plus détenus en trust, aurait bien du mal à s'imposer.[4]

Qui est le cocontractant ?

Les conditions des plateformes désignent couramment une entité offshore comme partie contractante, tandis que la société singapourienne détient la licence et emploie le personnel. Le contrat du client singapourien est alors conclu avec une société des Seychelles, des îles Caïmans ou des îles Vierges britanniques, régie par le droit choisi par cette société. Depuis l'entrée en vigueur du Financial Services and Markets Act 2022 pour les prestataires de services de jetons numériques (digital token service providers), le 30 juin 2025, une entité constituée à Singapour ne peut plus fournir de tels services à des clients hors de Singapour sans licence, ce qui a modifié les structures de groupe (partie K, chapitre V). Pour le client singapourien, la question demeure de savoir quelle entité est liée par les conditions et quelle entité détient les actifs. Il peut s'agir d'entités différentes. Agir contre la mauvaise revient à agir contre une société sans actifs.

Notes

1. Electronic Transactions Act 2010, section 11 (formation et validité des contrats). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. *Quoine Pte Ltd v B2C2 Ltd* [2020] SGCA(I) 02, §§ [62]–[69]. ↩

3. *Quoine* [2020] SGCA(I) 02, §§ [71]–[77]. ↩

4. Le principe dit de la « red hand » posé par *Interfoto Picture Library Ltd v Stiletto Visual Programmes Ltd* [1989] QB 433 a été appliqué à Singapour, par exemple dans *Press Automation Technology Pte Ltd v Trans-Link Exhibition Forwarding Pte Ltd* [2002] SGHC 286. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com